

occidentales s'efforçaient d'établir la légalité, de leur attitude et de sortir victorieuses d'un interminable débat de procédure, l'Union soviétique s'appliquait à brosser un tableau clair et simple, habilement adapté aux vieux préjugés des Asiatiques contre l'Occident. Le retour de la Russie au Conseil de sécurité a servi aussi à d'autres fins secondaires de la tactique soviétique. C'est ainsi que la remarquable unité dont le monde libre avait fait preuve au début de la crise coréenne fut rompue à plusieurs reprises durant le long débat du Conseil de sécurité; une manoeuvre insidieuse cherchait à diviser les pays qui avaient reconnu la Chine communiste et ceux qui ne l'avaient pas fait. Et pour ajouter aux problèmes déjà créés, l'Union soviétique, par son retour au Conseil de sécurité, a signifié à ce dernier qu'il connaîtrait de plus grandes difficultés encore, advenant la nécessité de réprimer une nouvelle agression communiste.

Aide militaire offerte par les membres des Nations Unies

Pendant que se jouait cette partie exaspérante sur l'échiquier diplomatique du Conseil de sécurité, le monde libre, grâce aux résolutions prises au Conseil les 25 et 27 juin et le 7 juillet, mobilisait durant le mois d'août les forces nécessaires pour vaincre tôt ou tard l'agresseur en Corée. La plupart des 53 pays qui avaient approuvé ces résolutions s'empressèrent d'offrir, sous diverses formes, leur concours au Secrétariat. Seize pays (Australie, Belgique, Canada, Chine, Costa-Rica, France, Grèce, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Salvador, Thaïlande, Turquie et Union Sud-Africaine) promirent de l'aide militaire.

L'offre la plus considérable vint du Royaume-Uni; on annonça à Londres, le 26 juillet, que le Gouvernement du Royaume-Uni enverrait une « force autonome » en Corée. Moins d'un mois plus tard, deux bataillons d'infanterie partaient pour la tête de plage de Fusan, où elles se joignirent bientôt aux forces des Nations Unies. En même temps, la Nouvelle-Zélande et l'Australie promirent d'envoyer des troupes de terre dès avant la fin de juillet; la première offrait un régiment d'artillerie avec ses éléments de soutien, et l'autre prenait la décision de « fournir pour la guerre de Corée des troupes terrestres, dont la nature et les effectifs seraient établis à la suite des pourparlers que le Premier ministre (M. Menzies) aurait aux États-Unis ». Le 3 août, le Gouvernement australien décida de mettre sur pied de guerre les troupes d'infanterie qu'il maintenait au Japon et annonça son intention de prélever sur ces troupes ainsi que sur l'armée régulière d'Australie un contingent d'environ 2,000 fantassins. Le 4 août, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine mit à la disposition du Commandement unifié une escadrille de chasse avec équipages aériens et terrestres.

Au même moment, de nombreuses offres d'assistance armée vinrent démentir les allégations faites par l'U.R.S.S. au Conseil de sécurité, d'après lesquelles le Royaume-Uni et les autres membres du Commonwealth étaient les seuls, à part les États-Unis, à fournir des forces armées pour résister à l'agression nord-coréenne. L'offre faite le 24 juillet par la Thaïlande de fournir une unité de combat de 4,000 officiers et hommes de troupe fut bientôt suivie d'une décision de la Turquie d'envoyer en Corée une force de 4,500 hommes. Les Pays-Bas annoncèrent ensuite qu'ils lèveraient deux compagnies de troupes de combat, puis la France, malgré le lourd fardeau qu'elle supporte en Indochine, mit une unité d'infanterie de 800 hommes à la disposition des Nations Unies. Plus tard, un troisième pays européen, la Belgique, offrit des troupes terrestres à l'organisation mondiale. Deux pays de l'Amérique latine, le Salvador et le Costa-Rica, offrirent des unités de volontaires, à condition qu'elles fussent entraînées aux États-Unis, et le Panama promit à son tour un corps de volontaires. Plusieurs pays offrirent de l'aide sous d'autres formes; à la fin du mois d'août, un certain nombre d'États négociaient avec le Commandement unifié en vue de déterminer le meilleur moyen d'utiliser leurs ressources militaires ou économiques.